

Un message de Nairobi à Davos

Guy Ryder, secrétaire général de la CSI, **Conny Reuter**, secrétaire général de Solidar et **Poul Nyrup Rasmussen**, du Forum progressiste mondial, plaident pour la justice sociale

Deux événements d'importance auront lieu cette semaine, qui s'attacheront à faire le point sur la situation dans le monde, toutefois, depuis des perspectives différentes. Le premier, le Forum social mondial (FSM), à Nairobi, donnera lieu à un débat sur l'accroissement de la pauvreté et des inégalités résultant de la mondialisation économique et les obstacles que celle-ci impose à l'accès à un travail décent pour les millions de travailleuses et travailleurs qui en ont cruellement besoin. Ensuite, le Forum économique mondial passera en revue les nouvelles données économiques, toutefois sans accorder suffisamment d'attention à leur incidence réelle sur les personnes. Il est fort probable que le FEM donne lieu à un débat sur la relance du Cycle de Doha et l'approche à adopter face à la crise d'identité que traverse le FMI. Or s'il y a bien une leçon à tirer de l'histoire, c'est que ces discussions risquent de faire peu de cas des problèmes soulevés au FSM.

Cette rupture qu'il y a entre l'ordre du jour corporatif, d'une part, et la société civile, d'autre part, constitue une menace de plus en plus lourde pour la prospérité. Certes l'économie est mondiale, mais c'est en votant à l'échelon local que les gens expriment leur jugement, et la

réalité parle d'elle-même: malgré tout le tapage concernant les fameuses cinq années de croissance économique, la situation dans le monde du travail ne laisse entrevoir aucune amélioration. Bien au contraire. Le chômage est à la hausse tandis que la croissance devient inversement proportionnelle à l'emploi; une proportion encore plus considérable de la population mondiale est sous-employée ou sous-rémunérée; à la stagnation

*Nous lançons
une campagne
conjointe sous le mot
d'ordre «Un travail
décent pour une vie
décente»*

et au déclin des salaires réels il faut ajouter que la rémunération des travailleurs, dans son ensemble, représente un pourcentage décroissant des économies nationales; les prestations sociales sont sujettes à des réductions considérables, notamment lorsqu'elles proviennent des employeurs; la négociation collective est soumise à des pressions croissantes; le travail occasionnel sur base de contrats temporaires, intérimaires et à temps partiel est en pleine augmenta-

tion; d'une manière générale, les relations de travail s'affaiblissent et sont de plus en plus souvent déguisées et ambiguës, tandis que l'économie informelle prend de l'essor.

A l'occasion du Forum social mondial, nous lancerons une campagne conjointe sous le mot d'ordre «Un travail décent pour une vie décente.» Sous les auspices de cette campagne, l'Alliance pour le travail décent (formée par la Confédération syndicale internationale, Social Alert, la Confédération européenne des syndicats, Solidar et le Forum progressiste mondial) mobilisera des représentants des jeunes travailleurs dans le cadre d'un sommet dont la tenue coïncidera avec la réunion du G8 en juin prochain; ce sommet aura pour but d'interpeller les décideurs politiques sur le fait que l'absence de perspectives d'emploi décent pour les jeunes doit constituer une priorité politique mondiale. Nous apporterons le même message au Forum de la mondialisation de l'Organisation internationale du travail. Nous appuierons également les efforts de l'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois pour faire pression sur la FIFA et le gouvernement sud-africain afin d'assurer que tous les travaux de construction entrepris en prévision de la Coupe du monde 2010 soient

réalisés dans des conditions de travail décentes. A moins d'une amélioration aussi bien qualitative que quantitative des travaux, nous pouvons faire une croix sur le développement durable et la réduction de la pauvreté, sans parler du soutien populaire pour le commerce. Face aux changements structurels intervenus au cours des dernières décennies et aux défis auxquels nous nous trouvons confrontés à l'heure actuelle à l'échelle mondiale, un nouvel ensemble de politiques est requis pour faire en sorte que le travail décent soit la règle plutôt que l'exception dans la vie professionnelle des gens de par le monde.

La mondialisation doit être gérée par le biais d'une coopération et d'une gouvernance à toute épreuve afin de maximiser la durabilité de l'emploi et de la croissance économique. Elle doit agir au profit des travailleuses et travailleurs, des personnes sans emploi et des pauvres. Il nous incombe de contrecarrer la détérioration de l'emploi en ce début de XXI^e siècle si nous tenons à éviter de nous retrouver face à une crise mondiale de l'emploi, et aux conséquences désastreuses qu'elle impliquerait pour nos sociétés et nos industries. C'est le message que nous transmettrons de Nairobi à Davos, dans l'espoir qu'il soit entendu dans sa juste mesure.